

Modèle d'échange de renseignements du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) – février 2019

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) de février 2019.
Les renseignements contenus dans le présent document ne peuvent être communiqués sans l'approbation de l'administration membre (auteur).

ADMINISTRATION :		Personne-ressource
<p>1. Réalisations : Veuillez décrire brièvement les principales réalisations en matière de prestation de services, les progrès effectués et les étapes importantes réalisées au sein de votre administration au cours des six à douze derniers mois.</p>	<p>Politiques et services sur le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> En mars 2018, le Conseil du Trésor (CT) a approuvé des modifications ciblées aux politiques du CT sur la gestion de l'information (GI) et la technologie de l'information (TI). Ces modifications aideront les ministères à s'adapter à la vision numérique générale du gouvernement en améliorant la surveillance et la gouvernance en matière de TI, en appuyant les services infonuagiques, en renforçant la cybersécurité, en optimisant le rôle des dirigeants principaux de l'information (DPI) au gouvernement et en préparant la collectivité de la TI pour l'avenir. En avril 2018, on a mis au point une nouvelle Directive sur le numéro d'entreprise (NE), qui veille à ce que les ministères et les organismes utilisent le NE comme identifiant normalisé d'entreprise pour l'ensemble des transactions conclues entre des entreprises et le gouvernement du Canada (GC). En mai 2018, le groupe responsable des Politiques et des services sur le numérique a lancé des consultations publiques sur l'élaboration ouverte d'une seule Politique sur le numérique pour le CT. Celle-ci remplacerait les politiques administratives existantes du CT sur les services, la TI et la GI, et comprendrait des volets sur la cybersécurité. Par la suite, on a publié deux rapports « Ce que nous avons entendu » afin de faire part des commentaires que l'on a reçus de la part du public et de la fonction publique fédérale. Les consultations se poursuivront en hiver 2019. En juillet 2018, on a modifié la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> pour conférer au DPI du GC le rang d'administrateur général afin d'assurer un solide leadership au sein du gouvernement du Canada sur le plan de la gestion de la TI et de la GI. En automne 2018, le DPI du GC, de concert avec le statisticien en chef et le sous-secrétaire du Cabinet (Résultats et livraison) a présenté au greffier du Conseil privé un rapport intitulé Feuille de route de la Stratégie de données pour la fonction publique fédérale, visant à encourager une utilisation plus stratégique des données. Le greffier a publié le rapport au mois de décembre 2018, le DPI du GC a modifié la Directive sur la gestion de la TI afin de préciser les exigences en matière de gouvernance du Conseil d'examen de l'architecture intégrée du GC (CEAI GC), mettant au point un cadre d'évaluation de l'architecture et mettant en place des critères pour les interfaces de programmation d'applications (API). En tant que données ouvertes, on a publié un répertoire de services couvrant 11 ministères du gouvernement fédéral. <p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> Parmi les 22 engagements du troisième Plan biennuel du Partenariat pour un gouvernement ouvert (2016-2018), 16 ont été entièrement mis en œuvre, et le quatrième Plan d'action national du Canada sur le gouvernement ouvert, 2018-2020, a été publié le 17 décembre 2018. 	<p>Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> On a effectué avec succès la mise en œuvre du projet-pilote de recherche fédérée de données avec le gouvernement de l'Alberta. Celui-ci permet aux Canadiens d'effectuer une recherche dans les données du gouvernement du Canada et celles du gouvernement de l'Alberta simultanément en utilisant un seul portail de recherche. À la suite de la mise en œuvre du projet-pilote, l'achalandage sur le portail du gouvernement de l'Alberta a plus que doublé. Le Canada est devenu le coprésident gouvernemental principal du Partenariat pour un gouvernement ouvert pour l'exercice financier de 2018-2019. Le GC a cerné trois domaines prioritaires sur lesquels sera axé son mandat en tant que tel : l'inclusion, la participation et les répercussions. On élabore actuellement un plan de travail plurigouvernemental pour le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada, dont les produits livrables comprendront la normalisation des jeux de données de qualité, la valorisation de l'alphabétisation sur les données ouvertes, le développement de la recherche fédérée de données ouvertes, l'encouragement de l'adoption de la Charte internationale sur les données ouvertes et l'élaboration de principes pancanadiens pour le processus de mobilisation sur le plan du gouvernement ouvert. On a signé un protocole d'entente avec le gouvernement de l'Argentine visant à partager les pratiques exemplaires sur le plan du gouvernement ouvert et à appuyer l'apprentissage par les pairs. <p>Accès à l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> On a lancé la première étape du Service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne le 10 octobre 2018, simplifiant le processus de présentation de demande d'accès à l'information et à la protection de renseignements personnels à environ 50 organisations du gouvernement du Canada (GC). <p>Intelligence artificielle</p> <ul style="list-style-type: none"> On est en bonne voie pour publier, au début de l'année 2019, la Directive sur l'utilisation de l'apprentissage machine dans la prise de décisions. Cette Directive est reliée à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans la prestation des services de la fonction publique, et porte sur le rôle de l'apprentissage machine en tant que première étape vers des conseils et des directives éthiques et responsables sur les applications de l'IA en général. <p>Identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> On a complété l'essai alpha du Cadre de confiance pancanadien (CCP) et élaboré un processus d'évaluation visant à officialiser l'acceptation d'identités numériques de confiance fournies par les provinces ou les territoires. On a mené à terme l'Évaluation du Cadre de confiance pancanadien (CCP) avec la province de l'Alberta. On a envoyé une lettre d'acceptation et on a réussi à intégrer le Programme d'identité numérique MyAlberta (MADI) de la province de l'Alberta. On a mis au point l'ébauche de la Stratégie canadienne sur l'identité numérique (28 décembre 2018). <p>Numérisation</p> <ul style="list-style-type: none"> En avril 2018, on a obtenu du Conseil des dirigeants principaux de l'information (CDPI) un financement triennal du déploiement de la première itération de l'espace de travail 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Natalie McGee Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Imraan Bashir Imraan.bashir@tbs-sct.gc.ca</p>
--	--	---

	<p>numérique ouvert et accessible (ETNOA), qui permettra aux fonctionnaires et à leurs partenaires de travailler de concert à partir de n'importe quel lieu et en se servant de n'importe quel appareil.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ GCaccount est déjà en ligne, et le prototype de GCprofil a été mis au point au mois de mai 2018 – la conception et le développement seront terminés au mois de janvier 2019. La recherche sur l'expérience utilisateur (octobre) et les exigences en matière de celle-ci (novembre) pour le service Collaboration est achevée, de même que la recherche (octobre) et la conception (décembre) du système de navigation commun. ○ Continuer à entretenir les anciens outils (tels que GCcollab) et à assurer leur soutien lors du développement de l'ETNOA. <ul style="list-style-type: none"> • On a mis sur pied la vision de services omnicanaux UnGC où les citoyens peuvent accéder à n'importe quel service gouvernemental par voie numérique, sur n'importe quelle plateforme, en se servant de n'importe quel appareil, et par l'intermédiaire d'un partenaire quelconque (vidéo UnGC). • On a établi le modèle de gestion des regroupements d'UnGC afin de faire avancer les composantes technologiques qui facilitent la mise en œuvre de la vision de prestation des services d'UnGC. • On a stimulé l'utilisation de la technologie d'aide vocale dans le GC par le développement de prototypes de services d'aide vocale (par exemple, l'information sur les rappels de produits), les séances d'information et la documentation des leçons retenues. • On a encouragé l'utilisation d'appareils intelligents pour fournir les services du GC en développant le prototype d'une application de réfrigérateur intelligent et en documentant les connaissances techniques. • On a publié les normes du gouvernement du Canada sur les API afin de mieux appuyer les processus numériques intégrés dans l'ensemble des ministères et des organismes. • On a constitué une communauté de pratique sur l'échange numérique, une collectivité de niveau opérationnel qui sert de forum où les participants peuvent prendre part à un échange d'idées et mettre en relief les pratiques exemplaires en matière d'interopérabilité. Elle réunit plus de 300 participants, dont des ministères et des organismes du GC, des sociétés d'État et des participants provinciaux. • On a publié la Sollicitation par défi (SPD) pour une solution de courtier en événements de concert avec Services partagés Canada. Ceci permet de stimuler l'utilisation d'approvisionnements par défi dans le GC tout en cherchant à fournir au GC une partie importante de la solution d'interopérabilité. • De concert avec l'Estonie, on a exécuté et mis à l'essai une validation de principe sur sa plateforme d'interopérabilité, XRoad. • On a publié les Normes relatives au numériques du GC afin d'aider à guider le gouvernement fédéral dans la prestation de services axés sur les utilisateurs aux citoyens. • On a lancé la version alpha de l'API Store (magasin d'API). <p>Politique sur la protection des renseignements personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> • On a ajouté de nouvelles exigences à la Directive sur les demandes de renseignements personnels et de correction des renseignements personnels, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} octobre 2018. Celles-ci exigent que les institutions fournissent une explication écrite au demandeur lorsqu'il faut plus de 30 jours pour répondre à une demande d'accès à des renseignements personnels. 	<p>Owen Teo Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca</p>
--	--	---

	<p>Directive sur l'utilisation de l'apprentissage machine dans la prise de décisions</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Canada élabore actuellement une directive qui énonce des règlements régissant l'utilisation par les ministères et organismes du gouvernement fédéral de l'IA pour orienter la prise de décisions administratives. La Directive est axée sur la responsabilité, la transparence et le caractère défendable afin de veiller à ce que tous les Canadiens détiennent une meilleure compréhension des avantages et des utilisations de l'IA au fur et à mesure que nous mettons à jour nos programmes et nos services. La Directive porte sur le rôle de l'apprentissage machine en tant que première étape vers des conseils et des directives éthiques et responsables sur les applications de l'IA en général. Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), en partenariat avec Services publics et Approvisionnement Canada, a élaboré un mécanisme d'approvisionnement souple pour les produits, les solutions et les services d'IA. Le 15 janvier 2019, on a publié la Liste de ressources en IA. <p>Numérisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer l'élaboration de l'ETNOA : <ul style="list-style-type: none"> En mars ou en avril 2019, lancer les produits minimaux viables (PMV) pour le nouveau service de collaboration, GCprofil et le système de navigation commun. Soumettre un rapport sur le projet-pilote de GCmessage (Rocket Chat) au CEAI GC (avril 2019). Amorcer la recherche sur l'expérience utilisateur pour le service Carrières, sa conception et sa mise à l'essai (janvier 2019), suivie de la conception et du développement (de mai à juillet 2019), et lancer les PMV en août ou en septembre 2019. Continuer à entretenir les anciens outils (tels que GCcollab) et à assurer leur soutien lors du développement de l'ETNOA et de la transition à celui-ci le temps que l'on remplace les anciennes applications par les nouvelles. Sécuriser et entretenir les activités de partenariat stratégique sur le plan de la technologie entre le GC et les autres administrations afin de favoriser la création de solutions de prestation de services de la prochaine génération. Diriger et appuyer les nouveaux projets-pilotes visant à renforcer la capacité du GC à concrétiser la vision UnGC. À l'heure actuelle, ces projets comprennent la mise à l'essai du Programme d'identité numérique MyAlberta (MADI) en tant qu'identité numérique de confiance pour certains services du GC, le développement de robots conversationnels capables de fournir des services de base dans le cadre de la restructuration des centres d'appel, et la mise à l'essai d'une nouvelle méthode de développement et de conception du site Web (beta.canada.ca). Effectuer le lancement complet de l'API Store (magasin d'API) du gouvernement du Canada. Ce magasin sert à la connexion et à l'utilisation des interfaces de programmation d'applications (API) renouvelables du GC, qui, à l'heure actuelle, sont le principal moyen de communication entre les systèmes. Dans le cadre du processus de sollicitation par défi, attribuer un marché pour une solution de messagerie et mettre celle-ci en œuvre. De concert avec l'École de la fonction publique du Canada, élaborer un programme de formation visant à aider les ministères du gouvernement fédéral à créer des API et à utiliser l'API Store (magasin d'API). Lancer une version prête pour la production du bus de services d'entreprise du GC. 	<p>Natalie McGee Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Owen Teo Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca</p>
--	--	--

	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer un prototype pour mettre à l'essai l'approche « Une fois suffit » en tant que portail prenant en charge les API. <p>Identité numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> Approuver la Déclaration de Whitehorse sur l'identité numérique. Continuer à travailler sur le Cadre de confiance pancanadien et l'intégration des provinces et territoires. Lancer Connexion Canada. Les activités de lancement comprennent l'intégration des nouveaux services et le transfert des services offerts sur la plateforme actuelle vers Connexion Canada. <p>Accès à l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer le projet de loi C-58, <i>Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence</i>, au moyen du processus législatif, et planifier l'exécution de la nouvelle loi et s'y préparer. Le projet de loi C-58 oblige le GC à effectuer un examen complet de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> dans un délai d'un an à compter de sa date d'entrée en vigueur. <p>Politique sur la protection des renseignements personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour donner suite au Rapport annuel au Parlement de 2017-2018 du Commissariat à la protection de la vie privée, mettre en œuvre un Plan d'action pour améliorer la prévention des manquements à la protection des renseignements personnels et la gestion de ceux-ci. Fournir aux institutions des directives visant à veiller à ce que les renseignements personnels demeurent protégés lorsqu'on diffuse des données sur un petit nombre de personnes. Rédiger et publier un Manuel sur la protection de la vie privée afin d'appuyer l'application uniforme de la Loi sur la protection des renseignements personnels, des règlements sur celle-ci et des politiques reliées à l'échelle du gouvernement fédéral. Soumettre des propositions pour le renouvellement des lois sur la protection des renseignements personnels dans l'ère numérique. Travailler de concert avec le Sous-comité sur la protection de la vie privée du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du CPSSP et le Commissariat à la protection de la vie privée afin de relever des possibilités de rationaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée. 	<p>Imraan Bashir Imraan.bashir@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Ruth Naylor Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Ruth Naylor Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca</p>
<p>3. Présentation/échange : Existe-t-il des ressources dans votre administration comme des applications, des processus, entre autres, que d'autres compétences pourraient avoir intérêt à appliquer ou à mettre en œuvre dans leur propre compétence?</p>	<p>Intelligence artificielle</p> <ul style="list-style-type: none"> Liste de ressources pour l'approvisionnement : le 15 janvier 2019, on a publié la Liste de ressources en IA, une liste de fournisseurs préqualifiés d'intelligence artificielle pour une variété de moyens d'améliorer le service, tels que les robots conversationnels et la modélisation prédictive. Conseil d'examen de l'architecture intégrée du gouvernement du Canada (CEAI GC) Normes sur l'architecture. Outil d'évaluation de l'incidence algorithmique. Liste de ressources en IA (l'invitation à se qualifier sera publiée au mois de janvier 2019). <p>Numérisation</p>	<p>Natalie McGee Natalie.McGee@tbs-sct.gc.ca</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Pratiques exemplaires reliées aux normes plurigouvernementales sur les données ouvertes et aux pratiques de mobilisation. • Anecdotes sur les incidences des données ouvertes et cas d'utilisation de celles-ci : exemples de retombées particulières des données ouvertes (p. ex., réalisation d'économies grâce aux gains d'efficacité, création de nouvelles entreprises, définition et résolution de problèmes liés aux politiques, etc.) • Gouvernance féministe et axée sur l'inclusion : travail des gouvernements visant à tenir compte des voix des collectivités marginalisées ou sous-représentées dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions. 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p>
<p>5. Sujets d'intérêt :</p> <p>Décrivez brièvement les enjeux relatifs à la prestation de services dont vous aimeriez faire part au conseil et l'aide que le CPSSP pourrait vous apporter.</p>	<p>Politique sur le numérique/Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le gouvernement numérique et les services numériques à l'aide des nouvelles technologies (dont l'intelligence artificielle) de manière responsable et transparente. 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p>